

## Rwanda, mémoire d'un génocide - Les mots des survivants

Soumis par Sylvain Marcelli  
01-12-2011

Comment survivre après un génocide ? Quelle parole porter pour faire comprendre à l'autre ce qui est passé ? Quelle mémoire développer pour couper la route aux négationnistes ? L'Interdit a recueilli la parole de survivants, lors d'un colloque qui est tenu à Paris le 19 novembre 2000, à l'initiative de l'Airgrige (association internationale de recherche sur les crimes contre l'humanité et les génocides).

Le psychanalyste Bruno Bettelheim, rescapé des camps de concentration nazis, écrit, dans un texte intitulé *Survivre* : « Ceux qui considèrent la survie comme le simple fait de rester vivant se coupent du survivant authentique ». Les rescapés du génocide rwandais disent aujourd'hui la même chose. Ils ont souvent l'impression que les autres hommes ne les comprennent pas, qu'un mur les sépare. Dans le très beau roman de Monique Ilboudo, *Murekatete*, les survivants n'arrivent même pas à se comprendre les uns les autres : un couple se désagrège en visitant les sanctuaires du génocide.

Cette impression d'incompréhension mutuelle est autant plus exacerbée au Rwanda que la population a été profondément renouvelée au lendemain de la prise de pouvoir par le Front Patriotique rwandais : les exilés sont revenus en masse repeupler un pays exsangue. Dans son livre, le grand reporter Philip Gourevitch montre combien la société rwandaise, déjà fracturée de toutes parts, doit tenir compte de cette autre cassure. Il rapporte ainsi les propos d'une survivante, Odette Nyiramilimo, qui dit : « Ils racontent qu'on a gagné la guerre, mais nous, nous avons tout perdu. » Elle explique : « Lorsque j'étais encore à Nairobi, en jurant de ne jamais revenir, il y avait un groupe de jeunes cinquante-neuvards rwandais (des enfants des exilés de 1959, ndlr) qui étaient allés visiter le Rwanda pour la première fois. De retour à Nairobi, ils disaient que tout était beau et merveilleux là-bas, et que le seul problème au Rwanda, c'étaient les survivants qui voulaient tout le temps vous raconter leurs histoires. Ça m'a vraiment horrifiée. Le traumatisme revient de plus en plus à mesure que le temps passe — cette année plus que la précédente. Alors comment puis-je espérer en l'avenir ? »

Le rescapé est un mémorial vivant

Lors du colloque qui est tenu à La Villette le 19 novembre 2000 à l'initiative de l'Airgrige (association internationale de recherche sur les crimes contre l'humanité et les génocides), l'historien rwandais Marcel Kabanda, co-auteur des *Médias du génocide*, a analysé le statut des survivants : « Le rescapé est un mémorial vivant. Dès lors se pose le problème de la mémoire quand d'autres s'en emparent. Les rescapés attendaient et espéraient la compassion et la condamnation des génocidaires. Aussi, dès septembre 94, les rescapés parlent. Mais, dès le début de l'année 1995, ils entendent les mots « victoire », « camps de réfugiés », « pardon », « réconciliation », des mots très durs pour eux. La victoire ? Ils avaient tout perdu. Les réfugiés ? On disait que des génocidaires étaient dans les camps. On déniait aux rescapés le statut de victimes au profit de des réfugiés. On s'inquiétait de camps énormes dans lesquels les assassins entraînaient des milliers d'innocents, alors qu'il y avait encore des rescapés perdus sur les collines du Rwanda. La communauté internationale voyait les camps mais pas les rescapés, dont on disait qu'ils étaient murés dans leur silence. »

Marcel Kabanda a également relevé les propos insupportables de Boutros Boutros Ghali, secrétaire général des Nations Unies, qui, lors d'une visite à Kigali, a conseillé aux Rwandais la conciliation, le pardon et... l'oubli. Le gouvernement de Paul Kagame a été obligé de reprendre ce discours à son compte pour obtenir l'aide internationale. Morbide chantage.

A la Villette, deux survivantes sont venues témoigner de leur calvaire. Contre l'oubli, justement. Immaculée Rougira-Rahamatali, qui a perdu trente-trois personnes de sa famille et de son entourage en 1994, dont sa mère et son mari, a commencé son témoignage par ces mots : « C'est la première fois depuis 1994 que je parle. Il y a la honte. Il y a la peur de livrer son intérieur. Aujourd'hui, j'ai décidé de parler pour informer le monde entier de la

réalité du génocide, pour combattre ceux qui banalisent le génocide, et pour extérioriser ma souffrance. » Immaculée voulait aussi s'exprimer pour ses quatre enfants, qui étaient dans la salle, et à qui elle a demandé de se présenter publiquement. « Je dois donner à mes enfants la chance de vivre dans la sérénité, a-t-elle expliqué. Je dois tenir debout pour ne pas tomber. Je cherche à reconstruire, malgré le sentiment d'abandon, de solitude, de dégoût, malgré le complexe d'infériorité. »

« Je me sens étrangère dans mon pays »

En 1994, Immaculée a choisi de fuir avec ses enfants le Rwanda : « Je ressentais du dégoût et de la haine pour ma terre natale. J'avais perdu tous mes repères. » Aujourd'hui, elle est revenue dans son pays. « Je suis retournée dans mon ancien quartier. Je suis devenue une inconnue. Je n'ai pas eu le courage de rentrer dans mon ancienne maison. J'ai vu la maison de ma mère. Elle était vide, silencieuse, très sombre. Quelqu'un m'a raconté que les interahamwe (les milices, ndr) s'y arrêtaient souvent pour se reposer de leur travail. Les champs autour sont devenus la brousse. A Kigali, je ne rencontre que des nouveaux visages. Je me sens étrangère dans mon pays, je trouve ça terrible. »

Speciosa Mukayranga a aussi tenu à témoigner ce jour-là. Elle a envoyé son texte depuis Kigali. C'est une actrice du projet théâtral Rwanda 1994 qui a lu son texte. Speciosa a raconté une vie de vexations, dans un pays raciste : « Il ne nous manquait que les droits communs de tous les Rwandais. » Coupable d'être née tutsi, coupable d'avoir des enfants tutsis, Speciosa a expliqué qu'en 1990, elle a été obligée d'accoucher chez elle, à cause du couvre-feu. Son mari l'a aidée, mais n'a pas réussi à enlever le placenta. « Le lendemain matin, à l'hôpital, les infirmières ne voulaient pas me soigner. L'une d'elles m'a finalement libérée, et m'a jettée le placenta à la tête. Je n'ai rien dit. » En 1992, le mari de Speciosa, qui avait des activités politiques, a été jeté en prison. Speciosa a reçu des coups de machette dans le bras : « Les neuf militaires étaient venus à la suite de la dénonciation d'une voisine que j'avais beaucoup aidée. »

« Même les bébés sont morts en silence »

En avril 1994, Speciosa est emmenée par les interahamwe. Ils massacrent tous les Tutsis autour d'elle. Son mari a été assassiné sous ses yeux. Elle simule la mort. « J'ai entendu tout ce qu'un être humain peut entendre. Pendant le massacre, les Tutsis se taisaient, ils sont morts en silence, même les bébés. On n'entendait aucune plainte, aucun gémissement. » Au petit matin, les miliciens sont venus vérifier si tout le monde était mort. Elle a supplié un d'eux de l'achever. Il lui a répondu qu'elle devait mourir doucement. Speciosa a survécu. Les soldats du FPR ont sauvé. « J'ai couru sans regarder derrière. Je fuyais les miens, je fuyais la mort et les morts ».

Speciosa a survécu pour ses enfants, comme Immaculée. En 1997, elle a regagné sa « maison vide ». « Je devais rester forte pour mes trois enfants en vie, je ne devais jamais pleurer devant eux, alors j'ai pleuré seule la nuit. » Speciosa décrit son statut de rescapée avec des mots terribles : « Le rescapé devient le dégoûté, le honteux de survivre, le coupable de n'avoir rien fait pour sauver les siens. » « Le génocidaire, ajoute-t-elle, vivra longtemps, le rescapé, lui, mourra de chagrin, de blessures physiques que le bourreau lui a infligé. » Son témoignage s'achève par ces mots : « Je pleure nos survivies ».

Bruno Bettelheim revendiquait le sentiment de culpabilité qui étreint le survivant. Notre expérience de rescapé, écrit-il, « nous a appris que la vie a un sens, bien qu'il soit difficile de le sonder, et un sens beaucoup plus profond que nous le croyions possible avant de devenir des survivants. Notre sentiment de culpabilité, qui nous vient d'avoir eu la chance extraordinaire d'avoir survécu à l'enfer des camps de concentration, constitue une part importante de cette signification, et témoigne pour une humanité que même l'abomination des camps ne peut détruire. »

Lignes de fracture

Au Rwanda, la mémoire des rescapés subit encore une autre ligne de fracture, celle qui sépare les Tutsis rescapés

des Hutus démocrates rescapés. Les premiers ont en effet été victimes d'un génocide au sens strict du terme. Les seconds ont été massacrés, non parce qu'ils étaient Tutsis, mais parce qu'ils s'opposaient au génocide. Au Rwanda, deux mots ont été forgés pour distinguer les massacres : itsembabwoko pour le génocide des tutsis, itsembatsemba pour les massacres de ces Hutus démocrates. Ces derniers sont souvent appelés « Hutus modérés », ce qui est une autre manière de nier les raisons pour lesquelles ils sont morts. Ces hommes sont morts pour des raisons politiques, parce qu'ils croyaient dans la paix, la démocratie et les droits de l'homme. Autant de valeurs qu'il est difficile de qualifier de « modérées ». Ces Hutus démocrates ne sont pas morts par hasard, mais parce que les génocidaires savaient qu'ils les empêcheraient d'accomplir leur sinistre « travail ». Aujourd'hui, la mémoire de ces résistants a beaucoup de mal à émerger. Comme le souligne l'historien Marcel Kabanda, « une partie de la population n'est pas autorisée à avoir une mémoire au Rwanda. »

Ces mémoires disjointes empêchent d'avoir une conscience entière du génocide. Le Rwanda reste éclaté après le cataclysme. Aujourd'hui, les Rwandais se présentent en tant que « Hutu » ou en tant que « Tutsi », ce qui est peut-être la plus éclatante victoire des idéologues de l'ethnisme. Le génocide a cassé le sentiment national. Les Hutus sont souvent considérés comme suspects a priori.

Tous les crimes du génocide pèsent sur la population Hutu, malgré les actes de bravoure des démocrates. Là encore, les génocidaires ont gagné : ils voulaient créer cette confusion pour provoquer le silence collectif des Hutus. Joseph Ngarambe, Hutu démocrate (lire ci-dessous), est intervenu lors du colloque de La Villette pour dénoncer des expressions courantes qui le choquent : « le massacre des Tutsis par les Hutus », « l'opinion Hutu », « le FPR dominé par la minorité Tutsie ». Les journalistes occidentaux continuent par exemple d'employer ces termes sans discernement - comme ils martelaient lors du conflit du Kosovo : « cette province serbe est peuplée à 90% d'Albanais » ; comme ils ont récemment traité de la crise en Côte d'Ivoire en évoquant des « massacres interethniques ». La graine de l'ethnisme est ainsi ancrée au plus profond de nos consciences, sans même que nous y prenions garde.

Les Rwandais ne sont pas les seuls à devoir affronter ce démon de la séparation. Nous portons tous un peu de l'idéologie génocidaire, par devers nous. La prise de conscience de la continuité de ces marquages ethniques et la prise en compte de la réalité de différentes mémoires des événements de 1994 sont deux préalables indispensables à la construction d'une mémoire rassemblée du génocide.

#### Itinéraire d'un hutu démocrate

Joseph Ngarambe, 46 ans, a échappé plusieurs fois à la mort. Issu d'une famille rwandaise aisée, fils d'un père hutu et d'une mère tutsi, il part dès l'âge de six ans en exil au Burundi, pays voisin. Une expérience qui le marque à vie : « C'était horrible de perdre son pays. Là-bas la vie était dure, je n'ai jamais connu le confort. On oublie jamais ça. » Neuf ans plus tard, il revient au Rwanda : malgré un très bon niveau scolaire, il rencontre des difficultés pour intégrer une école secondaire. « J'ai dû prouver que j'étais hutu. Je n'ai jamais oublié cette injustice. » Ses diplômes en poche, Joseph aura aussi du mal à entrer dans le marché du travail : il est placardisé, parce qu'il vient du sud du pays. L'idéologie régionaliste était puissante à l'époque. Logiquement, Joseph devient contestataire. Lorsque Habyarimana autorise le multipartisme en 1992, il s'engouffre dans la brèche : il tient un rôle officieux dans l'appareil interne du Parti social démocrate, l'un des trois partis d'opposition. Le sentiment d'un danger imminent ne le quitte pas. « On sentait que le ciel allait nous tomber dessus, mais on ne savait pas quand. Pendant toutes ces années, je prévoyais des dispositifs de fuite, c'était une hantise. Mais en 1994, on a quand même été surpris. On a été leurré par des signes, comme la présence des casques bleus... On pensait qu'ils étaient là pour nous protéger. » « Par miracle », dit-il aujourd'hui, il parvient à sortir de Kigali. Il est évacué avec deux cents réfugiés par avion, jusqu'à Bujumbura, puis en France. Sa famille le rejoint à Lille. Mais Joseph ne se contente pas de remercier le destin. Dès son arrivée en France, il parle. « J'ai été évacué avec la plupart des grands criminels, avec les planificateurs du génocide. J'ai dénoncé cela vigoureusement à mon arrivée en France. » Avec Jean-Pierre Chrétien, il publie Les médias du génocide. Il devient aussi consultant du Tribunal pénal international sur les questions de propagande. Retour au sommaire du dossier